

Ce serait conforme au plan de MacArthur. Je ne veux pas prendre fait et cause pour une des parties dans le débat qui se déroule aux États-Unis entre le président Truman et le général MacArthur, mais je rappelle que les Nations Unies s'emploient précisément à empêcher l'extension du conflit coréen et une troisième guerre mondiale.

Si nous entrions en guerre avec la Chine, dont les 500 millions d'âmes sont actuellement sous le régime communiste, nous serions aux prises avec notre véritable adversaire, la Russie, même si cette dernière ne se rangeait pas officiellement au côté de la Chine, en Asie. Les impérialistes russes de Moscou seraient alors libres d'agir en Europe et dans d'autres parties du monde. Advenant l'intervention russe en Chine, nous ne sommes pas prêts, ne l'oublions pas, à faire face à la situation.

Ces jours derniers, le général Bradley a affirmé que nous essayons de retarder la troisième guerre afin d'achever nos préparatifs. Dans l'exposé qu'il a présenté à la Chambre récemment, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Pearson) a souligné que les Nations Unies luttent en vue de repousser l'agression en Corée. C'est conforme, bien entendu, aux principes et à l'esprit de la charte des Nations Unies, selon laquelle l'agression doit être entravée par tout mode d'intervention collective, y compris l'intervention collective sur le plan militaire. Le ministre ajoute, comme en fait foi la page 2814 des *Débats*:

...ce n'est ni le but ni l'objectif de la politique des Nations Unies en Corée d'intervenir dans les affaires nationales des pays asiatiques, de remplacer un régime par un autre. Son objectif, je le répète, est de juguler l'agression, d'empêcher toute autre tentative d'agression en démontrant qu'elle sera infructueuse.

Et plus loin:

Le communisme lui-même, en tant que doctrine réactionnaire et avilissante, doit être combattu sur d'autres plans et de façons différentes, au moyen d'armes économiques, sociales, politiques et morales.

Pour ma part, je favorise beaucoup l'usage d'armes politiques. Je me suis efforcé, en une autre occasion, de faire ressortir que Staline se servait du communisme international pour favoriser l'impérialisme russe. Je suis persuadé, d'autre part, que l'unité apparente qui existe aujourd'hui en Russie n'a été possible qu'au moyen de camps de travail forcé, de la liquidation, de l'extermination en masse de groupes raciaux, ethniques et religieux. On peut être sûr que pour maintenir l'unité ou une présumée unité dans les limites de l'Union soviétique, les dirigeants du Kremlin sont obligés de recourir à d'autres exécutions en masse, d'autres camps de travail forcé

et d'autres liquidations. Il existe aujourd'hui, dans l'Union soviétique, des centaines de milliers de familles dont un membre, au moins, a été supprimé ou interné dans un camp de travail forcé pour des raisons d'ordre politique.

La faiblesse de l'Union soviétique réside dans cette opposition latente de la population contre les oppresseurs du Kremlin. Une fois éveillée, cette opposition peut devenir une arme efficace, favorable au monde libre. S'il ne s'est pas encore produit de révolte ouverte c'est surtout parce que la population de ces malheureux pays est entièrement désarmée. Non seulement les dictatures sont-elles armées parfaitement mais elles n'hésiteraient pas un seul instant à écraser de la manière la plus brutale toute révolte ou tentative de révolte. Il y a également le titisme que nous devrions exploiter au moyen de la guerre politique. Je veux croire que j'ai bien compris le ministre et qu'il a reconnu que parmi les armes que nous devrions utiliser contre l'impérialisme ou le communisme russes, il y a l'arme politique. Je crois qu'il y a lieu, en effet, de l'utiliser, de façon efficace et sans tarder.

M. George A. Drew (chef de l'opposition):

Monsieur l'Orateur, avant que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Pearson) termine la discussion à ce stade, je désire formuler quelques observations. Avant d'aborder les problèmes d'ordre plus général des affaires internationales, je m'arrêterai à deux aspects particuliers du travail du ministère des Affaires extérieures. D'abord, étudions brièvement un sujet déjà mentionné au cours de la présente session, le nombre de conférences auxquelles le Gouvernement a pris part en s'y faisant représenter par plus ou moins de délégués. Je ne soulève pas du tout ce point par pur plaisir de critiquer, mais plutôt dans la conviction que nous devons être prêts à examiner l'utilité de toute mesure que prend actuellement le Gouvernement. Dans le rapport imprimé du ministère des Affaires extérieures pour 1950, nous trouvons, à la page 61, qu'une division des conférences internationales a été créée en janvier 1950 pour étudier les invitations aux conférences internationales. Ce n'est qu'un indice de la mesure où les conférences de toutes sortes sont devenues une coutume de nos jours. Le document révèle que le Canada a été représenté à un total de 168 conférences et réunions au cours de 1950.

Je suis sûr que beaucoup étaient très importantes. Je sais que plusieurs d'entre elles auront des résultats importants à l'égard de l'avenir de notre pays ainsi que des tentatives générales pour établir une base solide d'action collective. D'autre part, je crois qu'à l'étude